

Dans le nord de la France, deux migrants blessés après des tirs de LBD, d'après la presse britannique

Marlène Panara

Le 22 septembre, alors qu'il s'apprêtait à mettre une embarcation à l'eau sur une plage près de Dunkerque, dans le Nord, un groupe de migrants a été la cible de tirs de la police, qui a fait usage de LBD, une arme létale. L'un d'entre eux a été hospitalisé pour une fracture à la jambe.

Une fracture, des hématomes, et des coupures profondes. Sur une vidéo fournie au [Daily Mail](#) et mise en ligne le 1er octobre, la jambe gauche de Juanro Rasuli, un migrant iranien de 24 ans, est très abîmée. Le jeune homme est à l'hôpital de Dunkerque, dans le nord de la France, pour une fracture. Quelques jours avant, le 22 septembre, il a reçu des balles de caoutchouc tirées par la police sur une plage de la région, à huit kilomètres de Grande-Synthe.

Ce jour-là, au petit matin, Juanro Rasuli et sept autres exilés iraniens transportent un canot sur la plage, près de l'eau, qui devait conduire une quarantaine de personnes au Royaume-Uni. S'en suit une altercation avec les forces de l'ordre présentes dans un véhicule. "Quand la police nous a vu, ils ont dit "Stop", et on s'est arrêtés. Mais ils ont tiré quand même, alors on s'est enfuis", raconte-t-il au journal britannique.

D'après le Daily Mail, "ceux qui portaient le bateau affirment que le groupe de policiers armés riait alors que leurs camarades blessés tombaient au sol". L'altercation fait deux blessés : Juanro Rasuli a la jambe fracturée, un autre homme, la main cassée.

Sur une autre vidéo publiée par le journal, on peut voir le migrant iranien recevoir des soins de la part des pompiers, avant son transfert à l'hôpital.

Suite aux sollicitations de l'antenne régionale de [France3](#) dans les Hauts-de-France, la préfecture a indiqué que "lors de cette opération, un équipage des forces de l'ordre a été pris à partie de manière agressive par des migrants. Les policiers ont fait un usage proportionné de la force, avec les moyens dont ils disposaient, intégrant l'usage de flashball. A ce stade, aucun élément ne permet d'établir un lien entre l'action de la police et les blessures constatées".

"Une arme létale"

D'après France3, "c'est la toute première fois que des balles en caoutchouc sont utilisées contre des exilés à la frontière franco-britannique". "Et il ne faudrait pas que cela se répète, le LBD, c'est une arme létale", soutient un militant de l'Auberge des Migrants à InfoMigrants. D'après lui, "la police a pour ordre de ne surtout pas laisser partir les gens sur les bateaux. Alors ils tentent de les arrêter par tous les moyens, avant la mise à l'eau. Parfois, il lacère les canots pneumatiques".

Le LBD, ou lanceur de balles de défense, est utilisé par différentes forces de police, à l'instar des CRS ou de la gendarmerie mobile. Mais son utilisation par un agent n'est possible qu'après délivrance d'une habilitation spécifique, obtenue après une formation organisée par le ministère de l'Intérieur, d'après une source policière.

Si son utilisation est encadrée, c'est que ces balles en caoutchouc renfermant un noyau métallique sont dangereuses. "En janvier 2021, la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale avait publié un rapport qui recommandait d'interdire le lanceur de balles de défense en manifestation, reconnaissant notamment la capacité de l'arme à occasionner des blessures graves, et notamment des fractures", explique France3 Hauts-de-France.

>> **À (re)lire :** [Tabassage, humiliations, brûlures : à Calais, une inquiétante hausse des violences policières sur les migrants](#)

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, son utilisation n'étonne guère l'Auberge des Migrants, tant les forces présentes sur le territoire sont, habituellement, lourdement armées. "Lors des distributions de soupe aux exilés, les policiers portent des fusils-mitraillettes. Officiellement, pour le plan Vigipirate, affirme-t-il, sceptique. Mais ici, les violences policières sont quotidiennes. Quand il s'agit de réprimer les migrants, la créativité des policiers est sans faille. Aujourd'hui, en voiture, j'ai vu un camion de CRS passer à côté de deux personnes à pied, vraisemblablement des demandeurs d'asile. Ils ont été pulvérisés de gaz lacrymogène".

Priti Patel exige des "résultats"

Cette année, plus de 17 000 migrants de plusieurs nationalités ont atteint le Royaume-Uni après avoir traversé la Manche depuis les côtes françaises. Un chiffre qui a fortement déplu à la ministre de l'Intérieur, Priti Patel. Début septembre, elle a menacé de ne pas verser les 60 millions d'euros promis au gouvernement français pour financer le renforcement de la présence des forces de l'ordre françaises sur les côtes, s'il n'y avait pas davantage de "résultats". Depuis sa prise de poste en 2019, l'objectif officiel de la ministre est d'anéantir le trafic de migrants.

Dans le Nord, le Daily Mail a "demandé aux personnes impliquées dans l'incident s'ils étaient des trafiquants de migrants ou s'ils aidaient les gangs de trafiquants pour de l'argent", ce qu'ils l'ont nié.

>> **À (re)lire :** [Au moins 430 migrants traversent la Manche en une journée, un record](#)

D'après eux, ils font partie des milliers de demandeurs d'asile qui espèrent atteindre les côtes britanniques. Mais selon les autorités françaises, le camp de Grande-Synthe a été infiltré par des gangs de passeurs qui "contrecarrent leurs efforts pour empêcher les bateaux de partir".